

**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

PAYS: MADAGASCAR

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1^{ER} JANVIER – 31 DÉCEMBRE 2017

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Institutions démocratiques intègres, représentatives et crédibles (IDIRC)
Numéro du Programme (*le cas échéant*) PBF/00101787
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartitaires):¹

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD, UNESCO, HCDH

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Ministère de la Justice ; Ministère de la Communication et pour les Relations avec les Institutions (MCRI) ; Bureau Indépendant Anti-Corruption, (BIANCO) ; Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) ; Service des Renseignements Financiers (SAMIFIN) ; Assemblée Nationale ; Sénat ; Commission Nationale Indépendante pour les Droits de l'Homme (CNIDH) ; Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) ; Organisations de la Société Civile (OSC) ; Médias

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
2 000 000 USD

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 24

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 01/09/2016

Date de fin prévue à l'origine³ 31/12/2018
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*)

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

TOTAL:

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Randriamampianina Herizo

Titre: Coordonnateur du projet IDIRC

Organisation participante (principale): PNUD

Courriel: herizo.randriamampianina@undp.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. La gouvernance des institutions démocratiques clés est renforcée en transparence, redevabilité, capacité de gestion, inclusion et représentativité du peuple malgache

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. % des dossiers liés à la corruption et qui abouti à une condamnation réussie et mise en application par la justice

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 1.1 accomplis à 35%. Les "BIANCO, CSI, SAMIFIN" ont été renforcées à travers des appuis en matériels, appui à la clarification des rôles et fonctions respectifs dans les différentes phases d'investigation et de poursuite des prévenus, appui à la coordination et mobilisation des ressources d'autres Bailleurs. Le premier PAC sera opérationnel en début janvier 2018.

Produit 1.2 à 60% : 176 magistrats (31% femmes) et 224 greffiers (34% femmes) sensibilisés sur le code d'éthique et de déontologie ; 11 magistrats traduits en Conseil de Discipline suite à l'appui du CSM ; cadres légaux en cours (l'informatisation du casier judiciaire et la loi sur le recouvrement des avoirs).

Produit 1.3 accomplis à 50%. Les mécanismes de LCC tels que le mécanisme de protection des dénonciateurs, visite d'échange, étude sur la corruption basée sur le genre sont en cours. Les populations surtout dans le Sud sont informées sur les mécanismes et dispositions prévues pour la LCC.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres

maximum)? Suite à la contribution du projet, les organes de lutte contre la corruption sont renforcés en efficacité dans la coordination de leurs actions surtout dans la gestion des données. La mise en place des PAC est attendue pour avoir beaucoup plus d'efficacité.

L'appui donné à la vulgarisation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption a permis d'impliquer davantage les parties prenantes (services publiques, OSC) dans la lutte contre ce fléau notamment dans la mise en place des mécanismes prévues par celui-ci.

L'appui du BIANCO pour le plaidoyer envers ses partenaires techniques et financiers ainsi que les bailleurs de fonds a permis de faire un effet levier pour mobiliser d'autres ressources matériels, techniques et financiers. Ces contributions reçus vont renforcer les actions de ce dernier dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Les mécanismes de contrôle interne de la justice sont renforcés grâce à l'appui du Conseil Supérieur de la Magistrature. A cet effet, les magistrats et greffiers connaissent mieux les codes de déontologie. La traduction en conseil de discipline des dossiers de quelques magistrats marque l'effort de la justice pour la réduction de l'impunité une des sources du conflit.

L'informatisation de la gestion des données sur les casiers judiciaire est au stade de l'étude sur l'évaluation juridique et informatique du système d'enregistrement du casier judiciaire est en cours. le processus sera poursuivi dans l'année 2.

Les théories du changement du projet restent valides.

On constate un changement vers la consolidation de la paix et la lutte contre la corruption. Bien que quelques activités clés tel que l'opérationnalisation des PAC, l'adoption de la loi sur le recouvrement des avoirs ne sont pas encore effectives. Par rapport aux avancés, nous estimons que le premier PAC sera opérationnel au début 2018.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Sur le produit 1.1 l'opérationnalisation du 1er PAC Tanà, le processus de recrutement du personnel a pris du retard, l'identification du bâtiment a accusé aussi un retard dans le calendrier.

La loi sur le recouvrement des avoirs (préalable pour le reste des activités du produit 1.2) ne sera adoptée qu'en cette deuxième session parlementaire - fin déc.

Ceux-ci figurent déjà dans la matrice des risques (volonté politique limitée à mettre en œuvre certaines activités particulièrement sensible). Les blocages ont été évoqués au comité du projet et du comité de pilotage du PBF qui a fait le suivi

Description du résultat 2: Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et la redevabilité mutuelle, l'inclusivité et la transparence des organes de redevabilité malagasy

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 2.1 CNIDH :

- Les membres de la CNIDH ont bénéficié de 80% des formations substantielles relatives à leur mandat;
- sa structure organisationnelle est en place ; son plan de communication élaboré, son représentant au sein du HCDDDED désigné,
- 2947 personnes dont 30 % des femmes sur 23 villes sont sensibilisées sur son mandat ;
- 56 plaintes traitées et 05 enquêtes menées sur le terrain et 23 communiqués de presse diffusés sur la situation des droits de l'homme;
- participation à 5 rencontres nationales et internationales dont la réunion annuelle du GANHRI et celle du Réseau Africain des INDH;
- Budget CNIDH reconduit dans la loi de finances 2018.

Produit 2.2 :

Les capacités des commissions juridiques du parlement et leurs staffs renforcés. 4286 visiteurs pour les journées portes ouvertes ayant permis la redevabilité mutuelle entre élus et population. 10 émissions télé et radio du Parlement diffusés dans la Chaîne

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? Dans la période, on a constaté une amélioration de la confiance et redevabilité mutuelle, des organes de redevabilité malagasy.

Bien que la CNIDH ne réponde pas encore entièrement aux critères établis par les principes de Paris pour être en conformité aux principes et standards internationaux, la Commission a tout de même été dotée de pratiquement toutes les capacités techniques requises pour cela. Par ailleurs, les sollicitations reçues par la Commission de la part des différents acteurs dont les parlementaires, les organisations de la société civile, les partenaires techniques et financiers, différents départements ministériels ainsi que les acteurs au niveau international révèlent la confiance démontrée à l'égard de la Commission et donc sa crédibilité aux yeux des parties prenantes. D'autre part, si auparavant la population avait plus recours aux vindictes populaires et aux affrontements avec les agents de l'Etat quand ils considéraient que leurs droits étaient violés, actuellement, elle a de plus en plus recours à la CNIDH. Cette évolution tend vers l'atteinte du résultat préconisé vu le nombre de plaintes reçues par la Commission.

La formation des membres des commissions juridiques du parlement sur l'analyse de texte de lois ; le rapprochement envers les électeurs à travers les portes ouvertes sur leurs rôles, attributions, et explication des différents mécanismes dans l'adoption d'une proposition de loi, ainsi que les débats ouverts sur plusieurs thématiques qui intéressent le citoyen, sont autant de changement dans la gestion de la culture de redevabilité. Particulièrement dans le Sud, les besoins en outils de dialogue entre les parlementaires et le citoyen sont identifiés . De plus, le rapport sur l'état des lieux des radios de proximité dans le Sud est disponible, pouvant être les partenaires pour la production et diffusion d'émissions avec les parlementaires et les communautés

La théorie du changement concernant l'inclusivité, la transparence et l'efficacité favorisant la participation citoyenne des organes de redevabilité est toujours valable

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Malgré les avancées dans l'opérationnalisation de la CNIDH, il est important de souligner que le budget de la CNIDH n'a pas encore été décaissé ce qui a eu des impacts significatifs dans son fonctionnement et ont limité ses performances autant pour la conduite des enquêtes relatives aux plaintes reçues que dans sa participation aux réunions et rencontres stratégiques mais également dans la réalisation des activités prévues dans le cadre du projet compte tenu du fait que les commissaires ne perçoivent pas encore de rémunérations et sont ainsi moins disponibles.

Certaines activités comme le partage d'expériences de GOPAC et APNAC prévu en novembre 2017, dû à la non disponibilité du réseau, ont été reportées. Cette activité est un préalable pour amorcer la sensibilisation sur l'élaboration des codes de conduite par et pour les Parlementaires.

Par ailleurs l'épidémie de peste qui a sévit dans le pays a contraint la suspension des activités planifiées pendant un certain temps

Description du résultat 3: La population malgache est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Produit 3.1

Le renforcement des capacités des Centres de Documentation et d'Information des institutions publiques terminé:

- 15 centres dotés en équipement
- 4000 participants pour la Journée Internationale de l'Accès Universel à l'information (JIAUI). Et Porte-ouverte réalisé ;
- 28 centres appuyés en brochures, roll-up
- 30 techniciens des Centres formés
- Plaidoyer auprès de 15 ministres et chefs d'institutions pour faciliter l'accès aux documents administratifs à travers la Charte d'Accès à l'information

Produit 3.2

- 46 journalistes professionnels formés sur l'investigation
- 4 000 personnes (incluant grand public et élèves/étudiants/professionnels) ayant visité les stands des 15 CDI qui ont participé à la porte-ouverte
- 3000 exemplaires du magazine d'investigation Trandraka distribués
- Les initiatives de mobilisation des jeunes en LCC, redevabilité et/ou prévention et gestion de conflit sont appuyées: 365 jeunes formés pour des sensibilisations à la LCC sur 4 régions

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? L'atteinte de ce résultat est en bonne voie car (i) les dispositifs pour améliorer l'accès à l'information du public à travers les CDI sont en place. Le Ministère a montré sa volonté de conduire l'élaboration du projet de loi à l'accès à l'information à travers sa déclaration publique lors de la JIAUI.

Le projet a permis de mener un état des lieux des centres de documentation et d'information de l'Administration publique, et d'identifier par la suite leurs besoins. Deux sessions de renforcement de capacités des professionnels de ces centres ont été réalisées cette année suivant leur demande. Une dotation en équipement d'une quinzaine de CDI dans le cadre du projet a permis aux CDI d'améliorer leurs services au public. Le processus d'amélioration de la collecte de données sur leur fréquentation est en cours, ainsi que l'enrichissement des documents administratifs qui seront mis à disposition du grand public.

La porte-ouverte sur les CDI effectuée lors de la célébration de la journée internationale de l'accès universel à l'information a largement permis d'informer et de les faire connaître au public. La prochaine période informera sur le progrès vers l'atteinte de l'indicateur.

(ii) Les contributions du projet ont permis aux médias et OSC de mener des interpellations et plaidoyer pertinentes. Pour le journalisme d'investigation, la publication du 1er numéro du magazine a permis de faire un grand pas vers l'indépendance du journalisme d'investigation. Ce premier numéro est sorti au mois de juillet comme prévu dans le plan d'action initial. Les sujets traités dans les articles de ce magazine, notamment celui qui a fait la une sur le trafic d'ossement humain, a créé un engouement de l'intérêt sur l'investigation. Ainsi, le journaliste auteur de cet article, et qui a été formé par le projet IDIRC, a été invité dans l'émission radio "Rivotra" sur la RDJ, qui est l'une des émissions phares dans la capitale. Des exemplaires de ce magazine ont été distribués dans les régions, et aussi dans les 06 arrondissements de la capitale pour qu'ils parviennent aux communautés de bases. La société civile participe également d'une manière dynamique à ce magazine à travers des articles. Le second numéro est très attendu avec la thématique "lutte contre la corruption"

Pour les OSC, les activités relatives aux campagnes d'éducation aux droits de l'homme, à la paix et à la citoyenneté sont en cours. 2500 personnes des quartiers vulnérables aux tensions et conflits de la capitale ont été sensibilisées lors de la première campagne menée dans 5 quartiers.

Les théories du changement pour ce résultat restent valables

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Sur le produit 3.1

concernant l'élaboration et la promulgation de la loi sur l'accès à l'information, après une longue hésitation et suite au nomination de nouveaux responsables, le Ministère de tutelle en charge de projet, a annoncé récemment sa volonté pour l'élaboration du projet de loi. Parallèlement à cela, un plaidoyer auprès des chefs d'institutions/ministres s'avère nécessaire

pour signer la Charte d'Accès à l'information afin de mettre à disposition du grand public dans les CDI les documents administratifs.

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les sollicitations à l'endroit de la CNIDH à travers les plaintes et les messages d'exhortation de celle-ci à prendre action dans des cas d'allégations de violations des droits de l'homme (cas de deux défenseurs des droits de l'homme: M. Clovis RAKOTOMALALA à Toamasina et de M. Raleva à Mananjary; cas d'Antsakabary, cas d'une compagnie minière à Brickaville, cas de litige entre deux communautés au Sud). - les rapports et résultats des différentes formations et études sur l'état des lieux sont disponibles; les données ont été présenté au niveau du comité de pilotage Il est prévu de partager ce rapport aux membres du comité
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La contribution du projet a contribué au processus de consolidation de la paix dans le pays. En effet, beaucoup d'actions n'a pas pu démarrer sans la contribution non négligeable du projet Sans l'appui du projet, la CNIDH n'aurait pas été en mesure d'accomplir les réalisations obtenues jusqu'ici par défaut de budget alors que ses interventions ont grandement contribué à apaiser plusieurs tensions entre la population et l'Etat, voire entre les populations elles-mêmes.</p>

<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Oui, l'appui du projet a permis à la BIANCO de mobiliser des fonds de contre valeurs auprès de ses partenaires pour financer une partie de la stratégie nationale de lutte contre la corruption. L'appui à l'endroit de la CNIDH a encouragé les autres parties prenantes à appuyer la Commission notamment l'Union Européenne qui a financé la participation de la CNIDH à la réunion annuelle du GANHRI et qui a doté la Commission en quelques matériels informatiques et mobiliers de bureau. Par ailleurs, suite à l'appui du projet qui a favorisé la visibilité et la crédibilité de la Commission, celle-ci a été sollicitée à participer à différentes rencontres stratégiques favorables à la consolidation de la paix tant au niveau national qu'au niveau international. L'ambassade de France a également notifiée sa disposition à apporter un appui financier pour le fonctionnement de la CNIDH si les conditions administratives requises pour la réception des fonds sont réunies.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La conduite de la campagne d'éducation aux droits de l'homme, à la paix et à la citoyenneté dans les quartiers considérés comme des terreaux fertiles aux tensions et aux conflits représentait un certain risque et requérait une approche stratégique. La coopération avec les scouts pour la conduite de cette campagne a atténué la méfiance de la population cible envers les animateurs et sur les thématiques et favorisé l'acceptation des messages véhiculés.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes:</u> La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La parité entre les sexes a été prise en compte tout au long de la préparation des campagnes de sensibilisation/éducation. Deux groupes d'animateurs ont ainsi été établis, à savoir un groupe de jeunes et un groupe de femmes incluant les animatrices de quartiers déjà opérationnelles. La candidature féminine est toujours très encouragée pour les formations dans le cadre du projet. formation des magistrats 31 % des femmes formations CDI: 56% de femmes Formations journalisme d'investigation: 49% de femmes</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité	Indicateur 1.1 Proportion de la population malgache dont la perception sur la lutte contre la corruption est améliorée	3 Malgaches sur 4 affirmaient que la corruption avait augmentée en 2014 (afrobaromètre)				
	Indicateur 1.2 % de dossiers liés à la corruption qui aboutissent à une soumission aux PACs	0	A déterminer une fois le PAC en place	le 1er PAC sera opérationnel en janvier 2018	retard dans l'identification du bâtiment et le recrutement	
Produit 1.1 es institutions nationales de lutte contre la corruption, y compris la Justice,	Indicateur 1.1.1 Nombre de PAC opérationnels	0	3	0	retard dans l'identification du bâtiment et le recrutement	
	Indicateur 1.1.2 Nombre de décisions communément prises lors des	0	5	2		

assurent leur mandat avec efficacité et intégrité	réunions de coordinations entre le BIANCO, CSI, SAMIFIN.					
Produit 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels.	Indicateur 1.2.1 Operationalité de l'agence de recouvrement	non	effective	Agence n'est pas encore en place	e projet de loi sur le recouvrement des avoirs sera voté au Parlement lors de cette deuxième session (Décembre 2017)	
	Indicateur 1.2.2 Nombre de décisions ou mesures prises par le CSM suite aux missions auprès des TPI	0		10	5 magistrats déjà traduits en Conseil de Discipline (CODIS), 3 en cours de procédures de traduction devant le CODIS, 2 ont comparus devant le Conseil et 1 magistrat en complément d'enquête Amélioration de la gestion des carrières des magistrats; meilleure appropriation du nouvel outil de performance	
Produit 1.3 La population est habilitée à utiliser à	Indicateur 1.3.1 Nombre de dénonciations de corruption faites à travers la ligne	0	1350	Le projet ligne verte pour la dénonciation est encore au stade de la réflexion, la valeur cible a été fixée en		

bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption	verte du BIANCO			consultant le BIANCO		
	Indicateur 1.3.2 Existence d'une stratégie gouvernementale ou d'un plan d'action pour aborder la corruption sexuelle	non	oui	Etude et développement des outils NON en cours		
Résultat 2 Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et redevabilité mutuelle, l'inclusivité et transparence des organes de redevabilité malagasy	Indicateur 2.1 Pourcentage de la population interrogée dans les zones cibles dans le Sud qui déclare avoir une confiance accrue dans l'Etat					
	Indicateur 2.2 Conformité de la CNIDH aux normes et standards internationaux, notamment aux principes de Paris.	Non	Oui	Non		

Produit 2.1 Les violations de droits de l'homme sont investiguées et dénoncées	Indicateur 2.1.1 Opérationnalité de la CNIDH	Non	oui	oui		
	Indicateur 2.1.2 Nombre de plaintes pertinentes de violations de droits de l'homme soumises à la CNIDH et qui reçoivent une réponse dans les mois suivant la plainte	0	150	56		
Produit 2.2 La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est renforcée	Indicateur 2.2.1 Pourcentage de Parlementaires déclarant connaître le code d'éthique et de déontologie			année 2 du projet		
	Indicateur 2.2.2 Existence d'un chapitre GOPAC/APNAC			Décalée en 2018		
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					

Résultat 3 Le population malgache est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose politique	Indicateur 3.1 Nombre de plaidoyers (responsables/professionnels) lancés par la Société Civile sur les questions touchant à la corruption, droits civiques, politiques.			8000 jeunes sensibilisés par la LCC lors de la journée des RHI 365 jeunes sensibilisés et formés par la société civile sur la LCC		
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents administratifs et institutionnels	Indicateur 3.1.1 Taux de consultation des documents publics dans les centres d'information et de documentation ciblés par le projet	0	2000	A renseigner lors de la prochaine période		
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2 Les OSC et	Indicateur 3.2.1 nombre d'articles	0	40	09 journalistes + 02 OSC	Il était prévu de publier 10 articles par Numéro, mais	Si on peut ajouter à l'indicateur les

les médias mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables	publiés par les journalistes formés par le projet, sur les thématiques pertinentes à la consolidation de la paix.				vu la qualité des articles n'a pas permis d'atteindre ce chiffre.	articles publiés par les OSC, on peut garder l'indicateur cible
	Indicateur 3.2.2 Nombre de lecteurs qui consultent le journal d'investigation	0	3000	a renseigner lors de la prochaine période	3000 exemplaires du Magazine Trandraka N°1 ont été distribués dans les régions du pays, mais il est encore difficile d'obtenir les résultats	
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					

Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Meilleure appropriation par la partie nationale dans le processus de mise en œuvre du projet. Meilleure confiance de la population sur les Institutions de Lutte contre la Corruption (BIANCO, SAMIFIN, CSI). Meilleure confiance de la population envers les institutions de redevabilité (Parlement surtout)
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Il faudrait renforcer les actions de vulgarisation des CDI auprès du grand public pour atteindre l'indicateur
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Les actions de sensibilisation menées auprès de la population concernant les droits de l'homme, la paix, et la citoyenneté ont permis de constater qu'une grande majorité des populations cibles est disposée à contribuer aux efforts et aux initiatives visant la consolidation de la paix dans le pays si elle se sent impliquée et donc concernée par le processus.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1:					
Produit 1.1	Les institutions nationales de lutte contre la corruption assurent leur mandat avec efficacité et intégrité	PNUD	111 000	35 820	
Produit 1.2	L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle internes de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnels	PNUD	283 100	62 555	
Produit 1.3	La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption	PNUD	142 300	56 194	
Résultat 2:					
Produit 2.1	Les violations de droits de l'homme sont investiguées et dénoncées	HCDH	240 793	68 885	
Produit 2.2	La culture de la redevabilité des représentants	PNUD	141 450	103 896	2/3 Activités effectuées

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	politiques envers la population est renforcée				
Produit 2.3					
Résultat 3:					
Produit 3.1	La population utilise de manière accrue son droit d'accès aux documents administratifs et institutionnels	PNUD UNESCO	19 000 47 945	16 838 47 106	activités terminées reste fond pour le suivi
Produit 3.2	Les OSC et les médias mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables	HCDH UNESCO PNUD	77 620 282 140 72 000	14 684 106 932 67 761	Activités en cours de démarrage activités à mi-parcours (reste programmé pour 2018)
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:			1 147 348	580 671	ce total ne comprend pas les frais directs et indirects du projet

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

La mise en place d'une unité de coordination a grandement facilité la gestion du projet, a favorisé la circulation des informations et la communication inter-agences ainsi qu'avec les autres partenaires du projet. Par ailleurs, l'existence d'un Comité de pilotage constitué de

décideurs de haut niveau revêt une importance capitale car elle a permis de dénouer certaines situations entravant l'avancement du projet.

Dans l'ensemble, le mécanisme de gestion et de coordination s'avère efficace. Les échanges avec le secrétariat technique du PBF devraient toutefois être plus fluides pour en maximiser encore plus l'efficacité.

Des coopérations avec d'autres partenaires pour une coordination d'actions avec une même entité sont effectuées à l'instar de la journée porte ouverte du Parlement organisée dans le cadre d'une coopération Sud-Sud avec l'ONG EISA (Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa)

Compte tenu des élections présidentielles qui auront lieu en 2018, certaines actions du projet devraient être orientées dans ce sens pour mieux appréhender et prévenir les éventuels risques de conflits qui n'ont pas forcément été intégrés dans le cadre du présent projet. Des travaux de consultation et de réflexion sont ainsi préconisés à cet effet et des propositions d'amendements à apporter prochainement.

Un changement au niveau du budget notamment affectation de montants du produit 1.2 vers le produit 1.1 est envisagé pour supporter les coûts de la mise en place du 1er PAC Tanà qui dépasse la prévision budgétaire